



Problématique de la communication en matière de protection et de gestion de l'environnement en RD Congo : regard sur la communication du World Wide Fund for Nature (WWF), de Greenpeace et du Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Économie du Climat (MEDD-NEC)

Valentin Ngandote Lebu Papy¹, Willy Lusasi Swana^{*2}, René Gizanga Valu¹, Benjamin Mandjo Lingbandulu¹, Dieu donné Musibono Eyul'anki¹

⁽¹⁾Université de Kinshasa. Faculté des Sciences et Technologies. Mention Sciences et Gestion de l'Environnement. BP 190 Kinshasa (RDC). E-mail : willy.lusasi@unikin.ac.cd

⁽²⁾Université de Kinshasa. Faculté des Sciences et Technologies. Mention Sciences de la Vie. BP 190 Kinshasa (RDC)

Reçu le 06 août 2026, accepté le 17 septembre 2026, publié en ligne le 29 septembre 2026

DOI : <https://dx.doi.org/10.4314/rafea.v9i3.42>

RESUME

Description du sujet. En RDC, malgré les actions de communication des ONG internationales et du gouvernement, les problèmes environnementaux persistent et s'accroissent.

Objectif. Cette étude analyse la communication en matière de gestion et de protection de l'environnement en République Démocratique du Congo pour évaluer sa contribution à la résolution des crises écologiques.

Méthodes. L'approche qualitative combine recherche documentaire et enquêtes de terrain (entretiens et questionnaires) auprès du MEDD-NEC, de Greenpeace, du WWF et des communautés locales. Une analyse de contenu thématique a permis d'évaluer l'efficacité des discours, des canaux et des barrières structurelles.

Résultats. Le WWF, Greenpeace et le MEDD-NEC se heurtent à des barrières sociolinguistiques, budgétaires, techniques, matérielles et juridiques. De plus, le MEDD-NEC manque d'une stratégie nationale de communication unifiée. Malgré des aspects positifs et un engagement mutuel, la communication actuelle reste peu efficace.

Conclusion. Il est essentiel d'intégrer les organisations autochtones et les communautés locales dès la planification des programmes. La sensibilisation doit viser le changement de comportement et formaliser la participation communautaire à la gouvernance environnementale.

Mots-Clés : Communication environnementale, stratégie, protection de l'environnement, changement de comportement, RDC.

ABSTRACT

The Challenges of Communication in Environmental Protection and Management in the DR Congo: A Look at the Communication of the World Wide Fund for Nature (WWF), Greenpeace, and the Ministry of Environment, Sustainable Development and New Climate Economy (MEDD-NEC)

Description of the subject. In the DRC, despite the communication efforts of international NGOs and the government, environmental problems persist and continue to worsen.

Objective. This study analyzes communication regarding environmental management and protection in the Democratic Republic of the Congo to evaluate its contribution to resolving ecological crises.

Methods. The qualitative approach combines desk research and field surveys (interviews and questionnaires) involving the MEDD-NEC, Greenpeace, WWF, and local communities. A thematic content analysis was used to assess the effectiveness of discourses, channels, and structural barriers.

Results. WWF, Greenpeace, and the MEDD-NEC face sociolinguistic, budgetary, technical, material, and legal barriers. Furthermore, the MEDD-NEC lacks a unified national communication strategy. Despite positive aspects and mutual commitment, current communication remains largely ineffective.

Conclusion. It is essential to integrate indigenous organizations and local communities from the program planning stage. Awareness campaigns must target behavioral change and formalize community participation in environmental governance.

Keywords: Environmental communication, DRC, Strategy, Environmental protection, Behavioral change.

1. INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo (RDC) abrite plus de 60 % des forêts du bassin du Congo, le deuxième plus grand réservoir de carbone tropical au monde (Benza *et al.*, 2021). De ce fait, elle est considérée comme l'un des pays d'Afrique les plus stratégiques en termes de diversité biologique (Lubini *et al.*, 2014 ; Bunkete *et al.*, 2026).

Malgré ce capital naturel d'exception, ses écosystèmes subissent des pressions anthropiques multidimensionnelles qui entraînent une dégradation continue de la biodiversité. Ces dynamiques incluent notamment les pratiques agricoles traditionnelles extensives sur brûlis (essartage), la collecte de bois de feu pour l'énergie domestique, l'exploitation forestière de bois d'œuvre (Bunkete *et al.*, 2026), le braconnage, la surpêche, ainsi que l'exploitation artisanale et industrielle des minerais (Bipendu *et al.*, 2024 ; Unyumbe *et al.*, 2025 ; Mangamba *et al.*, 2026 ; Mulula *et al.*, 2026).

Par ailleurs, le cadre de vie des populations urbaines et rurales se trouve gravement menacé par les travaux d'infrastructures non planifiés, la prolifération des déchets, les pollutions diverses (Nakweti *et al.*, 2021, 2026), ainsi que la récurrence des inondations et des vagues de chaleur exacerbées par le réchauffement climatique (Mondo *et al.*, 2025).

Dans ce contexte de vulnérabilité écologique, la communication s'impose comme un outil stratégique indispensable pour accompagner et légitimer les politiques de gestion durable (Dupuy, 2007). Néanmoins, en RDC, le déploiement de cette communication se heurte à des réalités sociolinguistiques, économiques et institutionnelles d'une grande complexité. Si les organisations non gouvernementales (ONG) environnementales et le Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Économie du Climat (MEDD-NEC) s'efforcent de collaborer pour juguler cette crise, force est de constater que leurs initiatives de sensibilisation peinent à générer des solutions efficaces, mesurables et pérennes face aux défis environnementaux précités.

Cette persistance de la crise écologique met en exergue l'urgence d'une prise de conscience collective, soutenue par une communication de masse d'envergure. Pour être performante, cette approche doit s'aligner sur les normes environnementales contemporaines (Dupuy, 2007) et favoriser une synergie inclusive entre les autorités politico-administratives, les organisations de la société civile, les médias, le secteur privé, les consommateurs et l'ensemble des partenaires d'appui (Lebourgeois, 2010). À l'ère de la mondialisation et de la transformation numérique, les technologies de l'information poussent toutes les organisations — indépendamment de leur taille ou de leur mandat — à placer la communication au

cœur de leurs stratégies managériales (PNUE, 2005). La communication doit ainsi s'entendre, au sens de Wolton (2005), comme une quête permanente de relation et de partage avec autrui, mais aussi comme un vecteur d'émancipation, d'ouverture et de modernité (Lebourgeois, 2010).

Toutefois, l'efficacité théorique de cet outil contraste parfois avec les réalités empiriques du secteur humanitaire et environnemental en Afrique. Sous couvert de protection de la biodiversité et de bien-être des populations locales, certaines interventions internationales, bien que substantiellement financées par le système des Nations Unies ou l'Union Européenne, semblent parfois s'inscrire dans des logiques de captation de ressources financières et de positionnement bureaucratique, au détriment d'un impact réel sur le terrain (Lebourgeois, 2010).

Ces paradoxes incitent à interroger en profondeur la structuration et la portée de la communication environnementale en RDC. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche, dont l'objectif est d'analyser la problématique de la communication en matière de protection et de gestion de l'environnement en RD Congo, à travers un regard critique posé sur les pratiques du *World Wide Fund for Nature* (WWF), de Greenpeace et du MEDD-NEC.

Sur le plan théorique et scientifique, cette recherche enrichit la littérature encore fragmentaire sur les sciences de l'information et de la communication (SIC) appliquées à l'environnement en contexte postcolonial africain. Elle offre un cadre d'analyse critique des discours institutionnels face aux réalités sociolinguistiques locales. Sur le plan pratique, les conclusions de ce travail fournissent des repères stratégiques concrets aux décideurs du MEDD-NEC et aux directeurs de programmes du WWF et de Greenpeace. Elles mettent en lumière les goulots d'étranglement matériels, budgétaires et techniques afin de reformuler des campagnes de sensibilisation plus adaptées. Enfin, sur le plan social et communautaire, en replaçant les communautés locales et autochtones au centre du processus, cette étude démontre que la réussite, la pérennisation et l'appropriation des acquis de tout projet de conservation dépendent fondamentalement d'une communication participative, descendante et ascendante, capable d'induire un véritable changement de comportement face aux urgences climatiques.

2. MATERIEL ET METHODES

2.1. Cadre d'étude

La recherche s'est déroulée dans la ville province de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo entre le mois de juin 2024 et Novembre

2025. Les enquêtes ont été menées dans les sièges de WWF (situé dans la commune de la Gombe), de Greenpeace (situé dans la commune de la Gombe) et de MEDD-NEC (situé dans la commune de la Gombe).

2.2. Méthodes

Pour la collecte de données, l'approche sociologique basée sur les enquêtes de terrain a été utilisée où, les approches descriptive, analytiques (critique) et comparative du point de vue forme et fond ont été utilisées en vue d'échanger avec les responsables chargés de communication de WWF, Greenpeace et MEDD-NEC.

Une fiche d'enquête élaborée reprenant les questions à cet effet a été utilisée pour faciliter les échanges avec les personnes enquêtées dans les différentes organisations ciblées dans le cadre de cette étude pour soutirer les informations recherchées. Le questionnaire d'enquête est constitué des questions encadrées et fermées qui devraient permettre d'atteindre les objectifs définis dans cette étude. Après la collecte, les informations et observations relevées ont été dépouillées puis regroupées par leurs catégories avant d'être soumis à l'analyse descriptive.

3. RESULTATS

3.1. Modes de communication du WWF

Le WWF s'appuie principalement sur Internet, les blogs et les réseaux sociaux pour diffuser ses messages. L'organisation mène régulièrement des campagnes de sensibilisation et de mobilisation afin de lutter contre le braconnage et de contribuer à la conservation de la nature et des espèces en danger.

À l'instar de ses pratiques à l'international, le WWF déploie des campagnes publicitaires à visée éducative tout en collaborant avec les instances officielles pour concevoir des solutions durables. En RDC, l'ONG privilégie fortement la concertation avec les autorités publiques. Elle adopte ainsi une approche de communication essentiellement institutionnelle, axée sur l'identité de marque, le plaidoyer stratégique et l'apport d'expertise.

Sur le plan interne, le WWF a mis en place un réseau Intranet pour optimiser le partage d'informations et a intensifié la fréquence de ses réunions professionnelles pour garantir une meilleure coordination des équipes.

Cependant, malgré une approche participative qui mobilise des relais communautaires, des radios locales et des théâtres-forums, la communication de terrain de l'ONG affiche un impact limité auprès des populations locales. Les actions menées ciblent des catégories restreintes d'individus au lieu de s'inscrire dans une véritable dynamique de communication de masse. Enfin, à travers la création de clubs « jeunes ambassadeurs » dans certains établissements

scolaires, le WWF maintient un canal d'échange avec les élèves dans le cadre de l'éducation environnementale.

3.2. Modes de communication de Greenpeace

La stratégie de communication de Greenpeace repose historiquement sur le déploiement d'actions spectaculaires non violentes et sur un plaidoyer à caractère scientifique. Ces interventions visent à sensibiliser l'opinion publique tout en interpellant directement les entreprises multinationales et les institutions gouvernementales.

Dans le cadre de son plaidoyer environnemental en RDC, Greenpeace publie régulièrement des communiqués officiels et des rapports d'investigation. Ces documents alertent sur les menaces d'exploitation industrielle des tourbières ainsi que sur l'impact écologique de l'attribution des blocs pétroliers.

Pour amplifier la voix des populations locales et structurer son réseau, Greenpeace a procédé au lancement officiel du Mouvement pour la Justice Climatique (MJC-RDC), un collectif fédérant plusieurs dizaines d'organisations de la société civile. L'ONG organise également des campagnes de sensibilisation contre la pollution plastique à destination des étudiants et des communautés de Kinshasa, mettant en avant des alternatives durables.

Globalement, la communication de Greenpeace s'avère hautement digitale et militante. Par ce positionnement, l'ONG exige l'inclusion systématique et le respect des droits des peuples autochtones dans les projets d'envergure nationale, tel que le Corridor vert Kivu-Kinshasa. Néanmoins, ce modèle de dénonciation, axé sur Internet et accordant une place secondaire au dialogue, se révèle peu efficace dans le contexte socio-économique congolais.

3.3. Modes de communication du MEDD-NEC

Sur le plan théorique, le MEDD-NEC structure sa démarche autour du triptyque Information, Éducation et Communication (IEC). Ce paradigme ambitionne de promouvoir l'engagement communautaire, d'accompagner les changements de comportement et de vulgariser les lois régissant la gestion des ressources naturelles. En pratique, cette démarche demeure toutefois inefficace.

Bien que le ministère communique via son site internet, les réseaux sociaux et son bulletin officiel de liaison « Échos du MEDD », l'institution reste largement méconnue du grand public. La communication de terrain du MEDD-NEC souffre d'une inefficacité structurelle et s'avère quasi inexistante sur le terrain.

Cette situation s'explique d'abord par un déficit significatif de ressources techniques et budgétaires indispensables à la gestion optimale du site internet

et des plateformes numériques associées. À cela s'ajoute une insuffisance récurrente de fonds alloués à la production des supports de communication institutionnels tels que les calendriers, les agendas et le bulletin « Échos du MEDD ». De plus, le ministère manque de moyens financiers pour assurer la traduction et la simplification des textes législatifs et réglementaires relatifs à la gestion durable des ressources forestières et fauniques à l'échelle nationale. Cette inefficacité est renforcée par l'absence systémique d'une politique ou d'une stratégie nationale de communication environnementale intégrée, ainsi que par un déficit dans le perfectionnement et le renforcement des compétences des agents et des cadres du ministère en matière de communication interne et externe.

En définitive, la communication du MEDD-NEC revêt un caractère essentiellement réglementaire. Elle s'illustre ponctuellement par la tenue d'ateliers de renforcement de capacités et par le pilotage de campagnes nationales spécifiques, à l'image du programme « tolérance zéro plastique ».

4. DISCUSSION

Lebourgeois (2010) compare les stratégies de communication du WWF et de Greenpeace en mettant en relief leurs forces et leurs faiblesses respectives. Selon cet auteur, Greenpeace communique efficacement à travers les médias et les réseaux sociaux en privilégiant une approche axée sur la dénonciation, en dépit de l'émergence récente de démarches fondées sur le lobbying et le dialogue avec les gouvernements ou les autorités compétentes. En revanche, il qualifie la communication du WWF d'institutionnelle et de marque, tout en soulignant sa forte dimension d'expertise et de plaidoyer. Pour Lebourgeois (2010), le WWF bénéficie d'une double présence : un ancrage marqué sur le terrain couplé à une activité numérique dynamique via son site internet, ses réseaux sociaux et ses blogs.

Les résultats de la présente étude nuancent toutefois cette efficacité théorique en démontrant que le WWF et Greenpeace se heurtent à d'importantes limites structurelles en République Démocratique du Congo (RDC), ce qui restreint leur impact sur la gestion et la protection de l'environnement. En effet, ces deux organisations internationales privilégient massivement les canaux digitaux (Internet et réseaux sociaux). Or, dans un pays comme la RDC, et singulièrement au sein de leurs zones d'intervention, la majorité de la population ne dispose pas de smartphones et fait face à un déficit chronique d'accès à l'électricité. Par conséquent, les vecteurs de communication choisis apparaissent inadaptés aux réalités socio-économiques locales d'un milieu où le pouvoir d'achat demeure particulièrement faible.

Face à ces contraintes, la thèse de Cox (2011), qui soutient que la communication environnementale

constitue une arme stratégique majeure pour les organisations éco-responsables capable d'induire des mutations positives et de soutenir le développement durable, s'avère tout à fait pertinente. Nous rejoignons cette perspective, car une communication bien canalisée, s'appuyant sur des cibles clairement identifiées et des messages rigoureusement conçus, possède un potentiel de transformation comportementale et sociale profond. De même, au sein d'une entreprise ou d'une institution, l'exploitation optimale des flux communicationnels internes et externes conditionne directement l'atteinte des objectifs managériaux.

Dans une perspective sociologique, Westphalen (2004) estime que la communication répond à une attente d'information aussi irrésistible que légitime de la part des salariés et des différents publics. C'est pourquoi nous soutenons que Greenpeace et le WWF devraient réorienter leurs actions vers le grand public en initiant des campagnes de sensibilisation de masse adaptées au contexte congolais, afin de contribuer plus efficacement à la sauvegarde des écosystèmes nationaux. Il convient toutefois de souligner qu'au niveau interne, la communication de ces deux organisations s'avère performante grâce au déploiement d'outils collaboratifs tels que l'intranet, garantissant une circulation fluide de l'information entre les agents.

Par ailleurs, Libaert (2010) affirme qu'il ne saurait y avoir de développement durable sans communication, ce paradigme s'imposant désormais comme l'un des thèmes transversaux majeurs des organisations publiques et privées. Selon lui, cette démarche doit impérativement associer les communautés locales à la gouvernance environnementale. À ce niveau, la communication doit viser une modification systémique des comportements, l'inclusion formelle des populations locales dans les processus de protection et la stimulation de l'engagement écocitoyen. Elle doit mettre en évidence l'intérêt stratégique de la conservation face aux menaces écologiques qui pèsent sur les générations présentes et futures. Dès lors, si Greenpeace, le WWF et le MEDD-NEC parvenaient à harmoniser et à optimiser leurs approches, la communication deviendrait le levier le plus puissant pour transformer les pratiques environnementales des communautés locales et autochtones.

Cette dynamique renvoie à la définition d'Aïm (2015), pour qui la communication désigne à la fois l'action de communiquer, l'ensemble des moyens techniques nécessaires à la diffusion d'un message, ainsi que l'intention qui motive les parties prenantes. Nos observations empiriques confirment cette approche analytique : les outils et techniques actuellement mobilisés par le WWF et Greenpeace s'avèrent peu performants pour assurer une diffusion à grande échelle ou pour mobiliser efficacement le grand public en faveur de la protection

environnementale en RDC. Pourtant, comme le rappelle Prasad (2006), la communication est un déterminant majeur du changement de comportement individuel et collectif. Une stratégie communicationnelle efficiente est donc indispensable pour garantir une participation communautaire inclusive face aux crises écologiques.

En définitive, les données recueillies dans le cadre de ce mémoire ne signifient pas que le WWF, Greenpeace et le MEDD-NEC pâtissent d'un déficit absolu de communication. Ils déploient bel et bien des actions réelles et parfois palpables sur le terrain. Néanmoins, leur communication souffre de failles structurelles qui la rendent partiellement inefficace. Ce contraste entre une visibilité institutionnelle ponctuelle et des lacunes opérationnelles récurrentes met en exergue l'urgence de formuler de nouvelles stratégies de communication. C'est précisément en nous appuyant sur ces vulnérabilités diagnostiquées que nous formulons, dans ce travail, des recommandations stratégiques concrètes visant à optimiser l'impact futur de la communication environnementale en RDC.

5. CONCLUSION

Cette étude analyse la problématique de la communication en matière de gestion et de protection de l'environnement en République Démocratique du Congo (RDC), en vue d'évaluer sa contribution à la résolution des crises écologiques. Les résultats démontrent que les barrières linguistiques, l'inadéquation des canaux employés, l'insuffisance budgétaire allouée aux campagnes de sensibilisation et les carences structurelles de la communication elle-même constituent les principaux obstacles auxquels sont confrontés le *World Wide Fund for Nature* (WWF), Greenpeace et le Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Économie du Climat (MEDD-NEC).

Malgré l'inefficacité des outils mis en relief par cette recherche, certains points forts de la communication institutionnelle ont été mis en évidence, de même qu'un engagement mutuel des acteurs à surmonter ces faiblesses. L'analyse révèle que les dimensions techniques, matérielles, humaines et juridiques d'une part, et les réalités sociolinguistiques d'autre part, ne reçoivent pas l'attention requise. En outre, le MEDD-NEC souffre de l'absence d'une stratégie nationale de communication unifiée, laquelle aurait pu servir de cadre de référence et de guide pour l'ensemble des partenaires du secteur environnemental.

Dès lors, il s'avère indispensable d'associer les organisations non gouvernementales locales ainsi que les communautés autochtones à la gouvernance environnementale. Cette démarche implique d'identifier en amont leurs problèmes prioritaires, puis de formaliser leur participation à la conception

et à l'exécution de tout projet écologique. Enfin, les stratégies de sensibilisation du WWF, de Greenpeace et du MEDD-NEC doivent impérativement cibler le changement de comportement des populations et structurellement intégrer ces dernières dans les processus de conservation, car une communication inclusive demeure le levier le plus efficace pour susciter un véritable engagement communautaire.

Des études ultérieures axées sur l'implication des populations locales dans la mise en place et la réussite de projet qui prenant en compte les barrières linguistiques ainsi que des canaux employés dans la communication sont vivement souhaitées.

Remerciements

Les auteurs expriment leur gratitude aux responsables des organisations ciblées dans le cadre de cette étude pour leur précieuse collaboration et leur contribution au partage des informations.

Conflit d'intérêts

Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêts concernant cette étude.

Considérations éthiques

Cette recherche a été menée en stricte conformité avec les principes éthiques et moraux régissant la collecte de données scientifiques.

Références

- Aïm O., 2015. *Communication*. Paris, Dunod, 1^{ère} Edition. Collection Openbook, 286 p.
- Benza K.A., Lusasi S.W., Bolia E.F., Inkoto L.C. & Tshilumbayi J.C.M., 2024. Synthèse bibliographique, analyse et description du bassin du Congo-Oubangui-Sangha face aux défis écosystémiques du XXI^{ème} siècle. *International Journal of Progressive Sciences and Technologies*, 27(1), 425 – 442.
- Bipendu, M.N., Lusasi, S.W., Tangou, T.T., Pwema, K.V., Mputu, K.J.N. & Mulaji, K.C., 2025. Physico-chemical and microbiological characterization of dairy effluents and water from the N'Djili River in the city of Kinshasa, Democratic Republic of the Congo. *Orapuh Journal*, 6(6), e1256. <https://dx.doi.org/10.4314/orapj.v6i6.56>.
- Bunkete Y., Akweni L.A., Lusasi S.W., Mandjo L.B., Mutonkole S.P., Likengelo B.A. & Kidikwadi T.E., 2026. Étude de la biomasse et quantification du stock de carbone séquestré dans la concession forestière communautaire locale de Bagbalanga dans la province du Haut-Uélé en République Démocratique du Congo. *Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*, 9(2) : 679 - 691.

- Cox R., 2011. *Environmental Communication and the Public Sphere*. Thousand Oaks, CA, Sage Publications, 385 p.
- Dupuy A., 2007. *La communication environnementale, entre théorie marketing et pratiques en entreprise*. Mémoire de Master 2 Professionnel, Université Paul Cézanne (Aix-Marseille III), 94 p.
- Lebourgeois M., 2010. *Les stratégies de communication des ONG environnementales : le cas de Greenpeace et de WWF*. Mémoire de séminaire, Économie du Développement Durable, Université Lumière Lyon 2 (IEP de Lyon), 88 p.
- Libaert T., 2010. *La communication et environnement, le pacte impossible*. Éd. PUF, Paris, ISBN : 978-2-13-057926-7, 180 p.
- Lubini A., Belesi K., Kidikwadi T. & Kisompa R., 2014. Note Préliminaire sur la mesure de biomasse aérienne et de stock de carbone dans un îlot forestier à Kinshasa. *Congo Sciences*, 2(2), 114-119.
- Mangamba Z.J., Lusasi S.W., Kazaba K.B., Mulula K.M., Mbimbi M.M.J., Tembeni M.J. & Pwema K.V., 2026. Variation spatio-temporelle et saisonnière des caractéristiques hydrologiques et physico-chimiques de la Rivière Lukula dans le Territoire de Masi-Manimba, Province du Kwilu (République Démocratique du Congo). *Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*, 9(2), 1 – 21. <https://dx.doi.org/10.4314/rafea.v9i2.1>.
- Mondo M. T., Nsimanda I. C., Lusasi S. W., Mulaji K. C., Pwema K. V. & Musibono E. A. D., 2025. Seasonal profile of trace metal contamination (Hg, Cd, Pb and Al) and biological contamination of atmospheric air in the city of Kinshasa, Democratic Republic of the Congo. *Orapuh Journal*, 6(1), e1209 <https://dx.doi.org/10.4314/orapj.v6i1.9>.
- Mulula K.M., Lusasi S.W., Mangamba Z.J., Mbimbi M.M.J., Tembeni M.J. & Pwema K.V., 2026. Analyse de la variation spatio-temporelle des paramètres hydrologiques et physico-chimiques de la Rivière Nko dans le Territoire de Bulungu, Province du Kwilu (République Démocratique du Congo). *Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*, 9(2), 1 – 10. <https://dx.doi.org/10.4314/rafea.v9i2.1>.
- Nakweti K.J., Lusasi S.W. & Tembeni M.J., 2021. Evaluation des teneurs en éléments traces métalliques (Cadmium et Plomb) dans l'eau, les sédiments et deux espèces de poissons *Clarias gariepinus* (Burchell, 1822) et *Oreochromis niloticus* (Linné, 1758) dans le Pool Malebo (Fleuve Congo), RD Congo. *European Scientific Journal (ESJ)*, 17(25), 174 – 192. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n25p17>.
- Nakweti K.J., Ngoma N.P.J., Lusasi S.W., Ilunga B.J., Pwema K.V., Mbimbi M.M.J., Tembeni M.J. & Mbomba N.B., 2026. Evaluation des risques sanitaires liés aux métaux traces dans les poissons du Pool Malebo (Fleuve Congo) à Kinshasa (RD Congo). *Journal of Applied Biosciences*, 220, 24467-24482. <https://doi.org/10.35759/JABs.220.10>.
- PNUE, 2005. *Les Communications sur le Développement Durable : Ressources pour l'Enseignement en Marketing et Publicité*. Nairobi, 66 p.
- PROSAD (Un programme germano-burkinabé, appuyé par la GTZ, en collaboration avec la KfW et le DED), 2006. *La communication pour le changement de comportement*. Module XI, 3^e Éd., Ouagadougou, 26 p.
- Unyumbe Y.K.B., Gizanga V.R., Lusasi S.W., Tangou T.T., Nsimanda I.C. & Musibono E.A.D., 2025. Indices de pollution des eaux du bassin hydrographique de la rivière Lufira par des métaux lourds (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Se et Zn) rejetés dans les effluents miniers de la ville de Likasi et ses environs, Haut Katanga (RD Congo). *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 47(2), 189 – 208.
- Westphalen M-H., 2004. *Communicator. Le guide de la communication d'entreprise*. 4^e éd. Dunod, Paris, 446 p.
- Wolton D., 2005. *Il faut sauver la communication*. Éd. Flammarion, Paris, 224 p.